

# STOP ARNAQUES !

**Le ministère de la Santé ne versera finalement pas la prime annoncée à tous les aides-soignants des Etablissements d'Hébergements pour Personnes Agées Dépendantes. Celle-ci serait « assujettie à des formations complémentaires » ...**

Nouvelle escroquerie de la Ministre Agnès Buzyn qui avait assuré début janvier que les aides-soignants des EHPAD publics toucheraient une prime en 2019. Le 9 janvier, elle assurait dans les médias qu'une concertation était en cours avec les partenaires sociaux sur « une prime pour les aides-soignants dans les EHPAD ». L'ensemble des organisations syndicales, dans un communiqué commun, nient avoir été consultées à ce sujet !

Cette prime ne sera donc pas donnée à l'ensemble des aides-soignants mais seulement à quelques-uns, selon des conditions contraignantes. Cette fausse annonce a donné des faux espoirs à des salariés qui réclament légitimement et depuis longtemps une revalorisation salariale.

**Encore une fois, les revendications des personnels ne sont pas entendues !**

La ministre avait admis un manque de professionnels dans le secteur des EHPAD et une pénibilité du travail non reconnue. En 2007, les Aides-soignants ont obtenu le Diplôme d'Etat d'Aide-soignant (DEAS).

**UN DIPLÔME D'ETAT ... OUI,...MAIS DANS LA RÉALITÉ, LA RECONNAISSANCE N'EXISTE PAS ! LES POSTES, LES FORMATIONS NOUS LES VOULONS, IL Y A URGENCE !**

La dégradation des conditions de travail est considérable, près de 30% des Aides soignants partent en retraite pour invalidité avant l'âge légal. La profession vit des souffrances considérables. Dans le secteur privé comme dans le public, la réponse donnée à ces souffrances est le licenciement pour inaptitude médicale et un « conseil de discipline » facilité par les ordonnances Macron !

Que dire des contractuels qui représentent en moyenne 40 % des effectifs dans la FPH (fonction publique hospitalière) et qui sont exclus de droits de la prime de service, de la NBI (nouvelle bonification indiciaire) et sont soumis à des pressions managériales ?

La grande dépendance provoquée par le vieillissement de la population fait exploser les besoins d'aides, d'accompagnements et de soins. Ainsi, le métier d'aide-soignant et son rôle propre doivent être reconnus et rémunérés comme il convient !

**NOUS DEVONS ÊTRE MOBILISÉS POUR OBTENIR UNE VÉRITABLE RECONNAISSANCE PROFESSIONNELLE.**

**C'EST POURQUOI, LA CGT EXIGE :**

- Un décret visant à respecter la réglementation des actes professionnels et clarifier la responsabilité et le champ de compétence des Aides-soignants, des Aides Médico-Psychologique et des Auxiliaires de Puériculture.
- Une revalorisation des grilles de salaire des AS, AP, AMP dans toutes les conventions collectives nationales du travail.
- Une revalorisation à 51,20 € pour les AS, AP, AMP de la FPH en ce qui concerne la prime forfaitaire dite « prime Veil ».
- L'intégralité de la prime de Sujétion et Prime forfaitaire Aide-soignant (pour tous : contractuels et fonctionnaires) incluse dans le salaire de base.

